



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir :

Mme QUERAL à M. BODIN, Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 24
Conseillers votants : 26

Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

10 – CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RESEAUX

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre d'un détachement pour terrain à bâtir de la parcelle cadastrée AP 133 située 4 bis, cité Touvent, les propriétaires, Monsieur et Madame DRIOL, ont saisi la ville de Blaye pour leur accorder une servitude de passage de réseaux sur la parcelle cadastrée AP 262.

Cette servitude de passage aura pour objet :

- le raccordement aux réseaux de distribution électrique, eau potable et d'assainissement
- de donner un accès pompiers en cas d'incendie.

Les travaux nécessaires seront réalisés et financés par Monsieur et Madame DRIOL.

Il est demandé au Conseil Municipal, conformément à l'application de l'article L 2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques :

- de consentir une servitude de passage sur le fonds servant AP 262 pour l'implantation de canalisations de réseaux et l'aménagement d'un accès à la défense incendie pour le fonds dominant AP 133
- d'autoriser M le Maire à signer la convention de servitude de passage correspondante et tout document afférent.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 23 octobre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23145-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

